

AFFAIRE CNAN GROUP

Les navires algériens bradés ou abandonnés

Si la charte party (contrat de location) signée par le DG d'IBC en date du 27 juillet 2007 fait état d'une indemnité de frètement s'élevant à 3 287,67 dollars US pour le navire El Hadjar, à cette même date, un courtier interrogé pour ce type de navire fait une cotation beaucoup plus importante. Rappelons d'abord que le navire El Hadjar a été construit en 1981 et a une capacité de 64 698 tonnes (DWT).

A cette même date, soit en juillet 2007, lorsque IBC frète ce navire à 3 287,67 dollars US, un autre, en l'occurrence AVRA, construit en 1982 avec une capacité de 64 854 DWT, était, lui, cédé à 46 500 dollars US/jour. Il y a donc là une telle différence qu'il faut bien expliquer notamment à la justice.

Pour la compréhension de ce dossier aujourd'hui sous la loupe de la justice algérienne, nous rappe-
lons qu'au départ, IBC était une filiale détenue à 100% par CNAN Group. Six mois avant l'ouverture de son capital au privé, une socié-

té, en l'occurrence Lead Arrow, va être créée au Panama avec un capital social de 1 000 dollars US. Une fois le capital d'IBC ouvert avec une prise de participation du groupe Pharaon (24,5%) CTI (24,5%) et Laradji (2%), Lead Arrow se voit confier les huit navires pour leur placement sur le marché. Pour la petite histoire, le DG de Lead Arrow, en l'occurrence M. Dajani, n'est autre que le frère du patron de CTI.

Lead Arrow va ensuite confier l'exploitation des navires d'IBC à Sekur Holding, une société grecque, comme par hasard, elle

aussi filiale de CTI. Sekur se verra confier également la prise en charge des arrêts techniques des navires IBC. C'est ce qu'elle fera notamment dans les ateliers situés en Grèce et en Chine. De l'avis de tous les experts, ces arrêts techniques ont coûté très cher.

A ce sujet, il serait intéressant de connaître de plus près les contrats de ces arrêts techniques. Selon des indiscrétions, les fins limiers s'intéressent au sort des trois navires délaissés depuis près de trois ans en Grèce (Pirée). Qui les a détenus ? Où sont leurs équipages ? Dans quel état sont-ils ? Selon ces mêmes indiscrétions, les trois navires (*Les Djebel*) ont été frétés à 500 dollars US/jour alors que des navires identiques sont cédés à 8 000 dollars/jour.

Les mêmes questions se posent pour *El Hadjar*, *Nedroma*, *Nememcha*, *Aïn Témouchent* et *le Blida*. Les quatre premiers cités sont en Malaisie depuis août 2011 alors que *le Blida* se trouve toujours au Kenya et ce, depuis la libération des marins otages.

Enfin, il y a la question des contrats de travail des marins algériens. Si au départ, les marins concluent un contrat avec IBC, par contre une fois embarqués, ils deviennent contractuels avec... Sekur. Et ce contrat prévoit qu'en cas de litige, c'est un tribunal... grec qui est compétent pour statuer.



Photo : Samir Sid

Par ailleurs, dans notre article sur les dessous de l'affaire CNAN-Group, nous avons évoqué l'entreprise italienne Dario Perioli actionnaire dans le capital social de CNAN Med et dont le DG est Eligio Fontana cité par le quotidien italien *La Stampa* dans une affaire de trafic international de cigarettes.

Cette entreprise devait, comme le stipule le cahier des charges, participer par un apport financier et matériel. L'a-t-elle fait ? Pour la petite histoire, Dario Perioli fut

d'abord une société connue sous le nom de CIMA. Elle fut dissoute pour faillite, avait-on avancé à l'époque. Mais avant cette dissolution, elle avait eu des démêlés avec CNAN-Group et avait même réussi à saisir un navire de la compagnie algérienne.

Comment, par la suite, avait-on conclu un contrat avec une telle entreprise même si elle a changé de nom puisque c'est toujours le même propriétaire, à savoir Eligio Fontana ?

Antar Benzaki

IBC NOUS ÉCRIT

La société IBC Spa a été créée dans le cadre d'une «joint-venture» entre CNAN Group et le groupe Pharaon/CTI/Laradji après accord de principe du comité de participation de l'Etat, qui a abouti à la signature d'un contrat de cession de 51 % des actions au profit du partenaire étranger. Le contrat de cession prévoit le frètement en «coque nue» des huit navires à une des filiales du groupe Pharaon/CTI/Laradji (Lead Arrow), garantie par ce dernier à un taux prédéterminé correspondant à la valeur du navire divisée sur cinq années (navires ayant plus de 30 ans d'âge).

Il faut savoir que le frètement en «coque nue», bien que prévu par le code maritime algérien, reste un type de contrat très rarement conclu sur le marché du fret international. C'est pour cette raison que nous jugeons tout à fait farfelue l'estimation faite au sujet du navire *El Hadjar*, par votre journaliste ou par sa source, puisqu'aucun comparatif n'était disponible, et nous défions quiconque de situer une moyenne de prix sur le marché mondial. Quant à répondre devant la justice à cette énigme, nous préférons laisser cette dernière travailler dans la sérénité.

Mansouri Nasser-Eddine, directeur général

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

Le soutien aux jeunes entreprises à l'ordre du jour

Le soutien aux start-up et jeunes entreprises est inscrit dans l'agenda de la coopération algéro-française, outre la facilitation de l'accès des produits algériens en Europe.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Il s'agit, selon le président de la nouvelle Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF), Jean-Marie Pinel, qui a animé hier une conférence de presse, d'apporter une assistance aux jeunes promoteurs, des business angels, tout au long du processus de création. Ainsi, des entrepreneurs expérimentés, parmi les 960 adhérents algériens et français de la CCIAF, coacheront de nouveaux ou récents entrepreneurs. Ces derniers bénéficieront d'une expertise technique en matière de business plans et pérennité de leurs idées. Et d'autant, relève le président de la Chambre, qu'un jeune entrepreneur coaché a deux ou trois fois plus de chances de pérenniser son activité que celui qui ne l'est pas. Voire, la CCIAF apportera son expertise en matière d'ingénierie financière et montage de sociétés d'investissements, hors toute implication financière directe. Les entreprises qui exercent dans le domaine des technologies de l'information et de la communication notamment figurent parmi les nouvelles sociétés ciblées par ce type de soutien, selon Jean-Marie Pinel. Dans ce but, la Chambre organisera durant les prochaines semaines des séminaires de

vulgarisation. Une démarche qui s'inscrit dans la démarche que la CCIAF, une association française de droit algérien et agréée le 21 février 2011, développe pour booster le partenariat algéro-français. Un partenariat qui «se passe bien», selon le président de la Chambre, satisfait notamment par les nombreuses opportunités d'affaires générées par les rencontres de PME françaises et algériennes, organisées en mai 2011 à Alger. Et cela même si le président de la Chambre ne s'est pas prononcé sur l'accord du construc-

teur automobile Renault pour l'implantation d'une usine de fabrication en Algérie, estimant néanmoins qu'il est normal que les discussions durent longtemps. Et nonobstant le fait que «l'Algérie ne passe pas pour être un exemple de fluidité administrative», dira Jean-Marie Pinel, soucieux toutefois de respecter la souveraineté algérienne en matière de réglementation et convaincu que des contraintes similaires se posent ailleurs. Comme le représentant de la CCIAF n'a pas manqué de déplorer «les conditions de mar-

ché en Europe (qui) ne sont pas très favorables» aux produits d'exportations algériennes hors hydrocarbures. Or, la CCIAF œuvre justement à améliorer ces conditions, dans le souci de renforcer les relations bilatérales équilibrées. A ce propos, Jean-Marie Pinel évoque des contacts «en cours» avec des représentants de la grande distribution en vue de permettre l'écoulement meilleur de produits algériens, en France, voire en Europe.

C. B.

LA CHINE, PREMIER PAYS D'ORIGINE

Plus de 700 000 articles contrefaits saisis en 2011

Un peu plus de 700 000 articles contrefaits ont été saisis par les services des Douanes algériennes en 2011, en hausse de 84,5% par rapport à 2010 (379 774). Selon un bilan de la Direction générale des Douanes (DGD), les 166 interventions effectuées par les services de Douanes ont donné lieu à la rétention de 700 841 articles contrefaits pouvant porter atteinte à la santé et à la sécurité du consommateur.

Malgré une hausse considérable des saisies en 2011 par rapport à 2010, ce niveau s'inscrit cependant en forte baisse comparativement aux années 2007 (2 278 341 articles), 2008 (1 594 152) et 2009 (1 668 457), confirmant ainsi une tendance à la baisse sur les cinq derniers

exercices. Cette baisse des saisies ne traduit pas pour autant un recul de l'entrée en Algérie des produits imités mais c'est plutôt la «passivité des propriétaires de marque à se faire connaître auprès de l'administration des douanes pour se prévaloir de leurs droits de protection ou à pour-

suivre en justice les contrefacteurs présumés» qui a contribué à affaiblir les efforts de la DGD.

En outre, ce bilan relève que la plus grande part des produits contrefaits saisis en 2011 concerne à 57,4 % les produits cosmétiques (dentifrices, shampoings et rasoirs...) et à 36,22% les articles de sport (vêtements et chaussures).

Voire, les statistiques des Douanes indiquent que pour les pays d'origine, la Chine occupe toujours la première place avec 94,44%, suivie de la Turquie avec 3,56%.

C. B. / APS